

**RESOLUTION URGENTE INTER-PARTIS
DU CONSEIL GÉNÉRAL
adressée au
CONSEIL COMMUNAL DE LA VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS
18 NOVEMBRE 2008**

1.

Le Conseil général prend acte de la volonté positive du Conseil communal d'inscrire les musées dans une perspective culturelle globale visant l'intérêt général de la ville et de développer davantage les collaborations entre lesdits musées.

2.

Le Conseil général regrette profondément la procédure adoptée et les choix effectués par le Conseil communal. Il fait sien les points émis dans la résolution de la commission culturelle du 4 novembre 2008, à savoir en particulier :

- a) Le contenu (aussi bien au niveau de la forme que du fond) du rapport RIMUS qui apparaît irrecevable et pour l'essentiel sans pertinence.
- b) L'absence de consultation des conservatrices et conservateurs avant que le rapport RIMUS ne soit adopté et rendu public et l'absence de participation des acteurs précités (après la signature de la Charte d'avant-projet) à la réflexion devant aboutir audit rapport.
- c) L'absence de consultation des Commissions des musées dans le cadre du processus d'élaboration du rapport RIMUS.
- d) L'absence de consultation de la commission culturelle avant que le rapport RIMUS ait été adopté par le Conseil communal, puis rendu public et que le principe d'une « *direction unique* » soit arrêté.
- e) L'organisation de la réflexion concernant la Réorganisation des musées dans un cadre où l'élément culturel était minoritaire (absence de la déléguée culturelle dans le COPIL, présence dans le COPIL d'une majorité de personnes dont l'activité n'est pas en lien avec la culture, etc.).
- f) La décision du Conseil communal de placer les quatre musées sous une « *direction unique* », plus particulièrement celle de la personne nommée en novembre 2007 avant même qu'ait eu lieu un débat sur les options prises par le Conseil communal concernant la réorganisation des musées.

3.

Le Conseil général se félicite du retrait du rapport RIMUS par le Conseil communal, en date du 8 octobre 2008 et de la suppression du poste de directrice des institutions muséales, en date du 6 novembre 2008.

Le Conseil général considère qu'il s'impose de renoncer définitivement à l'idée d'une « direction unique » et qu'il faut envisager plutôt une réorganisation impliquant notamment un poste de type administratif (directeur ou responsable administratif ou administrateur général des musées) dont le titulaire ne serait pas le supérieur hiérarchique des conservateurs.

L'abandon de l'idée d'une « seule entité muséale » et d'une « direction unique » se justifie pour de nombreuses raisons (la centralisation et les structures trop hiérarchiques tuent la créativité ; l'innovation ne s'épanouit que dans l'autonomie la plus grande possible ; la motivation des conservateurs passe par une liberté la plus grande possible ; la constitution d'une seule entité muséale est susceptible de réduire les possibilités d'obtenir une reconnaissance cantonale pour le MIH ; une structure centralisée est le plus souvent coûteuse, etc.).

4.

Une nouvelle réflexion doit être faite dans un cadre totalement repensé avec un vrai processus participatif qui prenne en compte notamment et de manière suffisante l'avis des conservatrices et conservateurs, de la déléguée culturelle, de la commission culturelle, des Commissions des musées, etc.

Cela implique en particulier de créer un nouveau cadre de réflexion et de discussion réunissant :

- le Conseiller communal directeur des affaires culturelles
- la déléguée culturelle
- les conservatrices et conservateurs des musées
- l'architecte du patrimoine
- le cas échéant, et, ponctuellement, des experts externes.

En outre, il y a lieu de réserver la réalisation d'un audit par un expert neutre, en cas de besoin, étant précisé qu'il paraît essentiel que la nouvelle réflexion nécessaire puisse se faire dans les plus brefs délais afin d'éviter – en tout état de cause – une paralysie des activités des musées qui doivent pouvoir avancer dans la réalisation d'expositions qu'ils ont en projet.

Résolution signée par le parti socialiste, le parti radical, le parti ouvrier populaire (POP), le parti libéral / PPN et les Verts et adoptée lors du Conseil général du 18 novembre 2008 par 27 voix sans opposition. Quelques UDC ont voté pour, la majorité d'entre eux s'est abstenue.